

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 13 au 19 novembre 2025

Au sein de la CDU, un désaccord notable s'est récemment manifesté concernant la réforme des retraites proposée par la coalition noir-rouge. Le *Junge Gruppe* (les députés CDU/CSU de moins de 35 ans) exprime son opposition au projet du gouvernement visant à maintenir le niveau des retraites à 48 % (le niveau des retraites correspond au pourcentage du salaire moyen perçu par une personne ayant cotisé pendant 45 ans ; actuellement, ces personnes touchent 48 % du salaire moyen sous forme de retraite) au-delà de 2031. Selon eux, cette mesure pourrait représenter une charge financière importante — jusqu'à 120 milliards d'euros d'ici 2040 — pour les jeunes générations. Parmi les principaux porte-parole figurent deux jeunes députés hessois, Pascal Reddig et Johannes Volkmann, qui, avec leurs alliés, disposent de suffisamment de voix pour influencer le vote au Bundestag. Cette divergence met à l'épreuve la cohésion de la coalition et fragilise la position du chancelier Friedrich Merz, alors que lui et le SPD affirment ne pas vouloir modifier le texte avant le vote prévu début décembre. La contestation gagne du terrain : même certains députés de plus de 35 ans se rallient progressivement aux positions des jeunes.

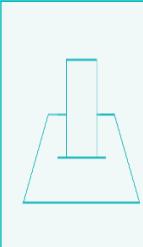
Le chancelier allemand Friedrich Merz et le président français Emmanuel Macron ont participé, aux côtés de dirigeants européens, au Sommet sur la souveraineté numérique européenne qui s'est tenu à Berlin le 18 novembre 2025. L'événement a réuni plus de 900 acteurs publics et privés des 27 États membres et a mis en avant la nécessité de renforcer l'autonomie technologique de l'Europe. Des mesures ont été présentées pour développer des capacités européennes, réduire les dépendances aux technologies américaines et chinoises et protéger les actifs stratégiques, notamment l'hébergement des données sensibles. Bien que Berlin et Paris affichent une volonté de coopération, leurs approches diffèrent encore sur certains aspects de la souveraineté numérique, comme l'a montré le projet Gaia-X, marqué par des visions stratégiques variées et une gouvernance complexe. Plusieurs participants ont souligné la nécessité de mieux définir les objectifs communs et de tirer les enseignements des expériences précédentes.

Google annonce un investissement massif de 5,5 milliards d'euros en Allemagne d'ici 2029, le plus important jamais réalisé par l'entreprise en Europe. L'objectif est de renforcer ses infrastructures cloud et d'intelligence artificielle dans la première économie du continent. Le plan inclut la construction d'un nouveau centre de données à Dietzenbach ainsi que l'agrandissement des bureaux à Berlin, Francfort et Munich, avec notamment la transformation du bâtiment Arnulfpost en pôle de développement accueillant jusqu'à 2 000 employés. Selon Google, ce programme devrait générer 1 milliard d'euros par an de PIB et soutenir 9 000 emplois sur les quatre prochaines années. Les responsables allemands ont salué cette annonce, y voyant un signe positif pour l'innovation, l'IA, la transition climatique et l'attractivité économique du pays.

À l'occasion du Volkstrauertag, le Jour de Deuil national allemand - une journée de commémoration célébrée deux semaines avant l'Avent depuis 1952, en mémoire des « morts de la guerre et des victimes de la tyrannie de toutes les nations » -, la présidente du Bundestag Julia Klöckner a appelé à défendre activement la paix et la démocratie. Elle insiste sur le fait que commémorer ne signifie pas seulement se souvenir, mais aussi comprendre et agir, car la paix comme la démocratie ne sont jamais garanties. La cérémonie officielle, placée cette année sous le signe de l'amitié italo-allemande, a réuni à Berlin Frank-Walter Steinmeier et le président italien Sergio Mattarella. Klöckner a également ordonné la mise en berne des drapeaux du Reichstag et mis en garde contre la banalisation de la guerre, dans un contexte où les conflits réapparaissent en Europe. Parallèlement, Wolfgang Schneiderhan, président du Volksbund (chargé des sépultures de guerre), a alerté sur les difficultés financières de l'organisation. Malgré un soutien public accru, les dons diminuent tandis que les coûts augmentent, faisant peser un risque de dégradation des cimetières de guerre faute de financement durable.

Quelques semaines après l'annulation du voyage du ministre des Affaires étrangères Johann Wadephul en Chine, le vice-chancelier et ministre des Finances Lars Klingbeil (SPD) s'est rendu à Pékin pour le dialogue financier germano-chinois. Accompagné d'experts du secteur financier, il a plaidé pour un commerce plus fiable, en particulier concernant les matières premières critiques, dont dépendent de nombreuses industries allemandes. Klingbeil a jugé « injustifiées » les restrictions chinoises sur les terres rares, tout en soulignant que Pékin avait pris au sérieux les inquiétudes allemandes et promis des améliorations pour assurer des chaînes d'approvisionnement stables. Il a également abordé les surcapacités chinoises dans des secteurs clés comme l'acier, le solaire et l'électromobilité, qu'il estime préjudiciables à une concurrence équitable. Le ministre a en outre exhorté la Chine à user de son influence sur la Russie pour mettre fin à la guerre en Ukraine. Pékin, tout en invitant les entreprises allemandes à investir davantage, a demandé à Berlin d'intervenir auprès de l'UE pour améliorer les relations bilatérales. Klingbeil poursuivra son déplacement à Shanghai puis à Singapour.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Le ministre allemand des Affaires étrangères, Johann Wadephul, visite les six pays des Balkans occidentaux pour relancer leur rapprochement avec l'UE. Il souligne leur importance pour la stabilité européenne et met en garde contre l'influence croissante de la Russie et de la Chine. Wadephul appelle à des réformes, surtout en Serbie, qui doit selon lui choisir entre une orientation européenne ou un alignement sur Moscou. Il insiste sur le respect des libertés fondamentales et rappelle que l'UE offre une perspective économique attractive. Parmi ces pays, le Monténégro reste le plus avancé dans le processus d'adhésion. Parmi les six pays, le Monténégro est actuellement le plus avancé dans son processus d'adhésion, tandis que la Serbie négocie depuis 2014 et que d'autres États, comme la Bosnie-Herzégovine ou le Kosovo, en sont encore à des stades préliminaires.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

5 centimes d'euros

m	8	7
0	6	5
u	3	2
7	9	6
9	2	1

Pour soutenir une industrie allemande en plein recul, notamment la chimie en situation d'effondrement historique, le gouvernement fédéral a décidé de subventionner le prix de l'électricité pour les entreprises les plus énergivores. Ce « prix de l'énergie pour l'industrie » ramènera le kilowattheure à **5 centimes**, contre 10 à 17 centimes aujourd'hui, et sera appliqué pendant trois ans, de 2026 à 2028, pour un coût total estimé entre 3 et 5 milliards d'euros. La mesure, validée avec Bruxelles, vise des secteurs clés comme la chimie, la métallurgie, le verre, la céramique, le plastique, le ciment, les batteries et les semi-conducteurs.